

Intervention de Michel DESTOT

« C'est un progrès collectif que traduit ce texte, il constitue une étape importante pour notre Parti. Le Parti socialiste est actuellement à la recherche d'un nouveau modèle de développement qui soit équilibré entre les dimensions sociales, environnementales et économiques. Nous sommes à la recherche d'un nouveau modèle de société plus durable, c'est-à-dire plus écologique et davantage fondé sur le long terme.

C'est une dynamique que nous aimons bien car nous le développons au quotidien dans nos collectivités locales, en particulier dans les villes. Dispose-t-on réellement d'une attractivité économique quand les quartiers flambent ou quand l'offre de déplacement est insuffisante ? (Cf. l'exemple de Bangalore en Inde).

Qu'est-ce qui est au cœur de notre débat ? Il s'agit d'un nouveau modèle productif

Comment renouer avec la croissance ? Avec une croissance verte et intelligente, mais une croissance tout de même, car c'est la clef pour l'emploi et la compétitivité, la clef de toutes les ressources pour mener à bien les politiques nationales et locales. Nous devons retrouver le cycle positif suivant : confiance, donc croissance, donc emploi.

La réponse de la droite

Elle passe par la baisse des coûts de production pour « assurer » une meilleure productivité (une diminution des charges, des impôts des entreprises, un contrôle des salaires). C'est une impasse économique : les salaires chinois sont vingt fois inférieurs aux nôtres ; on ne pourra jamais concurrencer sur ce terrain les pays émergents.

C'est une provocation sociale et sociétale. Paupériser les Français ne saurait constituer un projet de société.

Notre réponse, à gauche

Elle ne peut pas passer seulement par la relance de la demande intérieure. La consommation de masse reste insuffisante dans une économie mondialisée.

Nous devons porter nos efforts en direction de l'économie de la connaissance en investissant massivement dans les dépenses d'avenir. Bref, **concurrencer les Etats-Unis sur la valeur ajoutée, pas la Chine sur les prix !**

Cette réponse passe par quatre évolutions :

1. Doubler notre effort de recherche et développement (R&D) :

- Aujourd'hui 1,9 % du PIB en France, contre 3 % aux USA, 4 % en Suède.
- Recherche publique et privée
- Recherche fondamentale, technologique, appliquée
- Nationale, Européenne
- Un partenariat poussé avec les collectivités locales (régions et grandes villes notamment).

2. Démocratiser l'enseignement supérieur :

- ¼ seulement des jeunes Français sortent du système scolaire avec un diplôme de 3^{ème} cycle, contre 40 % aux USA et 80 % en Corée !
- Nous continuons de former les contremaîtres de l'usine d'hier, pas les ingénieurs, chercheurs et cadres de l'économie de demain !
- Pour cela, il faut faire passer les dépenses d'enseignement supérieur de 1,1 % en France à près de 3 % du PIB (2,6 % du PIB aux Etats-Unis et 2,2 % en Corée du Sud).

3. Investir dans l'innovation :

- En particulier dans les champs de l'information, de la santé et de l'énergie.
- Je dis bien l'innovation, ce qui diffère de la recherche (la recherche est l'affaire des scientifiques ; l'innovation, celle des entrepreneurs)

Or, la France et l'Europe sont très en retard dans ce domaine :

- Capital-développement peu implanté
- Clusters trop dispersés et trop soumis à un saupoudrage financier
- Fiscalité mal adaptée : passer d'un crédit impôt recherche (CIR) à un (crédit impôt innovation (CII). Ce dernier devrait mieux prendre en compte le transfert de technologie et sa valorisation industrielle, puis commerciale.
- Le maillon PME-PMI est déficient dans le parcours industriel (ou de service) entre la petite et la grande entreprise. Combien de start-ups françaises deviendront par croissance/à terme de grandes entreprises ?

4. Ne pas réduire le rôle (décisif) de la puissance publique à la seule intervention étatique :

- La France (comme l'Europe) a un grave problème de sous-investissement. L'Etat est, en outre, très lourdement endetté (contrairement d'ailleurs à la nation, compte tenu notamment du niveau de l'épargne populaire des Français).
- Les marchés boursiers sont des concours de beauté ou les traders spéculant à la hausse ou à la baisse par anticipation, d'où les yo-yo quotidiens insupportables pour une économie durable de la connaissance.

- ⇒ D'où la nécessaire relance de l'investissement en Europe par grand emprunt (la voie de la contribution budgétaire des Etats étant peu réaliste) ;
- ⇒ D'où le nécessaire et indispensable concours des collectivités territoriales, déjà responsables de près de 75 % des investissements publics civils de notre pays. Mais face à l'étranglement de nos collectivités par l'Etat, imposons un Grenelle de la fiscalité locale.

Conclusion

Comment redonner confiance, espoir dans un pays qui stigmatise les élus locaux, les jeunes des quartiers populaires, les immigrés, les pays émergents ?

En adoptant une dynamique de projets, de compétences partagées entre les différents échelons ; en croisant une économie de connaissance avec une croissance plus respectueuse de l'environnement, c'est à dire tout simplement de l'homme. Il nous faut développer un nouveau modèle de société comme le disait si bien Jean Cocteau où l'on « *passé d'un regard qui dévisage à un regard qui envisage* ».

Je vous remercie.

Michel DESTOT
Président du Conseil national du Parti socialiste